

Service Pénitentiaire

Prison de

Uso

33650

3

fixe

R.E. 5531 Ruk

3000

Nom : ITAREKEZI

Origine : Shori

Chefferie : Gikumbura C/che/Rwagifare

Territoire : Rutunda

Profession : Travailleur

N° du R.E. : 33650

Formule dactyloscopique : PUA Tondeur MARMP 1795/R.

Arrêté le : 7-5-51

Condamné le : 17/8/51 à 2 ans 10 P par T. R U

1/4 de peine : 3/11/51

Sorti le : 4-6-52 A.R. G. 1951
8 novembre 1952

Transféré le : 26-12-1951 à Ruhengeri

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

Ruhengeri



9845

LE GARDIEN,

[Signature]

R. Ecrou n°

33650

3531

R. M. P. N° PV. TONDEUR
M.A. RMP. 1795/FRap.

Libération conditionnelle.

(Ord. n° 1 du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignement d'u nommé (1) **KAREKEZI fils de Nahimana et de Nakimonyo**
orig. Astrida Chefferie Kitambara s/ Chef. Rwakitera Territoire Astrida
résidant à Usumbura C.E.C. 1ère avenue n° 31

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	T.R.U.
Date du jugement	17-8-1951
Motif de la condamnation	Vol simple
Durée de la servitude pénale principale	2 ans S.P.
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	7 mai 1951
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	3-II-1951
Date d'expiration de la peine	7-5-1953 8.11.53 (AR. 68.51)

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Vol de 2.500 f. au marché d'Urusa

avis défavorable 5/12/51

Pambotti

*idem
1081P. 1-8-52
Bacq*

L'Officier du Ministère Public,

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. - Après trois mois dans les cas contraires.
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1° la conduite.

mauvaise

en cellule

pour non payés

no. le 32.11.51

Le Gardien

10/11/51

2° le caractère.

*indiscipliné et
voleur*

idém. pour non payés.
Infirmerie le 28/8/52

3° les dispositions morales du détenu.

Aucun amendement.

fait mention d'amendement

Le gardien de prison
M. —

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

avis défavorable.

818751.

Res. ady.

A. J. —

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A représenter dans 3 mois
21/8/52

Le Gouverneur du Ruanda-Urundi

P. O.

Le Conseiller Juridique.

p.o.

[Signature]

A représenter dans 8 mois
13-12-51

Le Vice-Gouverneur Général

du Congo Belge.

Gouverneur du Ruanda-Urundi.

P. O.

Le Conseiller Juridique a.i.

J. BARBIER.

[Signature]

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de Résidence de l'Uvundi
Conseil de guerre de à Uvumbura

RMP. 1795/F. / Uva
Rp. 285

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de Résidence de l'Uvundi
Conseil de guerre de à Uvumbura

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de Ruhengeri

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé KAREKEZI Pdehamarezo

condamné par jugement du { Tribunal de Résidence de l'Uvundi
Conseil de guerre de à Uvumbura

du 17 août 1951, devenu irrévocable le 16 Novembre 1951

~~de servitude pénale subsidiaire à défaut de~~

~~payer l'amende de~~ (ou) à sept jours de

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de septante cinq francs

montant des frais du procès (ou) à de contrainte par

~~corps faute de verser la somme de~~ montant des dommages intérêts

~~à la partie civile~~

A Uvumbura, le 30-7-52 1952

L'Officier du Ministère Public,

[Signature]

RESIDENCE DE 1' Urundi

AVIS DE TRANSFERT

Territoire de Usimbura

Nous soussigné DUPONT JEAN

Gardien de Prison Centrale Usimbura

mandons M. le Gardien de la Prison de RUHANGIRI

de vouloir bien incarcérer les nommés :

KARAKAZI fils de Nshimana et de Bakimuye orig.
d'Astida Chef. Bitambara S/ Chef Rwagitare colline Shari

prévenus de : Vol simple

infraction prévue par : 79, et 80 du C.P.

mis en détention préventive depuis le 7 mai 1951

suivant pièce dont copie ci-jointe dossier Pénitentiaire

Usimbura

26 décembre 1951

le DUPONT JEAN

Escorte :

Policiers Rwabuganza
et Nyirakubwa

Témoins :

B.. Angles Commis de la Colonie
K. Ngenbo Albert Commis Temp.-

Prière de nous renvoyer une exempl.
signé pour réception.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL

de Résidence

Reg. du M.P. N° 1295

Reg. du rôle. N°

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{er} inst. d. U. S.

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à U. S.
de recevoir et emprisonner le nommé Kerekayi

condamné par jugement du Tribunal de Résidence

en date du 12. 7. 51 1951 devenu irrévocable le 1951

à 2 ans de P.P.

du chef d'un vol simple

U. S., le 12. 7. 1951

L'Officier du ministère Public,

T. S. M. P.

J. S. M. P.

est de 2800 f. au midi d'Orléans. —
pt.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de.....
Police de (1) Usumbura
Vu les pièces de l'instruction à charge de VOLS KAREKEZI

prévenu de vols imples

Vu l'ordonnance en date du 10/5/51
autorisant la mise en détention préventive ;
Où le Ministère Public en ses réquisitions ;
Entendu l'inculpé et son défenseur M..... agréé par
nous, (2).....

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;
Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)
Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;
Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 24/5/51 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à..... Usumbura le 21 juin 1951

Le Juge du Tribunal de { Résidence de.....
Police de Usumbura

Goody

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



33610

ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de { Résidence de.....
Police de (1) Usumbura
Vu les pièces de l'instruction à charge de KAREKEZO

prévenu de vols imples

Vu l'ordonnance en date du 10/5/51
autorisant la mise en détention préventive ;
Où le Ministère Public en ses réquisitions ;
Entendu l'inculpé et son défenseur M..... agréé par
nous. (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;
Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)
Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;
Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 10/5/51 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Usumbura le 24 mai 1951

Le Juge du Tribunal de { Résidence de.....
Police de Usumbura

Paer

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

RMP.1795/F.

L'an mil neuf cent cinquante et un le dixième jour du mois de mai

Par devant Nous..... Juge de Tribunal de Résidence de.....
Juge de Tribunal de Police de Usumbura a comparu le nommé KAREKEZI

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de ~~XXXXXXXX~~ Première Instance d'Usumbura
a exposé qu'une instruction du chef de vols imples

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de 5 ans que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le dixième jour du mois de mai

Nous..... Juge du Tribunal de Résidence de.....
Juge de Police de Usumbura

Attendu que le nommé KAREKEZI
est prévenu de vols simples
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Usumbura

Attendu que l'infraction est punissable de 5 ans de S.P.P.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé KAREKEZI
soit conduit et détenu à la prison de Usumbura pour une durée de 15 jours

Notifié au prévenu le 10 mai 195 1.

Le Juge.



L'O.P.J. L'Officier de Prison Judiciaire

A. IGASSEUR

Date -7. MAY. 1951

prie Monsieur le Gardien de Prison de lui communiquer les antécédents judiciaires de *Kora begi*
fils de hakimane et de hakimongo, originaire d'actide

Réponse : 1) Néant

2) condamné par

Tribunal	R. P.	Prévention	Peine	Libération Condit.

3) Arrêté d'expulsion.

Usumbura, le 12 / 5 / 1951

Le Gardien de Prison.



PVA. 7/5/51

1795/E

Signalement :

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

Taille
Cheveux
Sourcils
Yeux
Front
Nez
Bouche
Menton
Barbe
Figure
Signes particuliers :

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le de

(Conseil de guerre

Amis d'Amara

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

Karekezi

prévenu de vol

infraction prévue par 1^{er} art. 79 et 80 du CP

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de 5 ans de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit Karekezi

soit arrêté et conduit à la maison centrale d' Amara

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Uba, le 8.5- 1951

L'Officier du Ministère Public

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le septième jour, le

jour du mois de mai

Nous, Tondeur.A.J.M.J.Gh

en Territoire de....., Officier de Police Jud ciaire à compétence

générale en territoire d'Usumbura

Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé KAREKEZI, fils de Nahimana

et de Nakimonyo, originaire du Territoire de Astrida

chefferie Kitambara, sous-chefferie Rwakitara

colline Shole, résidant à Usumbura.C.E.C. Belge, 1ère Av 31

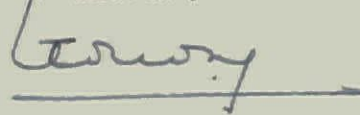
inculpé de vols et attendu que l'infraction commise par cet indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est flagrante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire

à la prison d'Usumbura.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,

A.Tondeur.



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infraction.